

DÉMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME

LE SYNDICALISME FACE AU POPULISME DE DROITE

Analyse et stratégie des syndicats allemands

Sophie Bose
Juin 2023



L'extrême droite exerce une influence grandissante dans le monde du travail, que ce soit dans le cadre des organes de représentation du personnel ou directement parmi les travailleurs.



Elle profite à la fois du sentiment d'impuissance des salariés face aux problèmes de précarisation du travail et de la mutation du dialogue social, qui altère l'action des syndicats dans l'entreprise.



Les syndicats réagissent en adoptant une stratégie plus offensive au plan national et local et en réorganisant leurs actions de formation, de conseil et de soutien sur le lieu de travail.

LE SYNDICALISME FACE AU POPULISME DE DROITE

Analyse et stratégie des syndicats allemands



Bien installée politiquement en Allemagne, l'extrême droite exerce une influence grandissante dans le monde du travail, que ce soit dans le cadre des organes de représentation du personnel ou directement parmi les travailleurs. Dans certains secteurs, les syndicats font face à la concurrence d'organisations nationalistes, comme le Zentrum, et à une augmentation de la conflictualité dans les entreprises sur les questions d'immigration et de racisme.



L'extrême droite bénéficie non seulement d'un sentiment d'impuissance des salariés face aux problèmes d'intensification et de précarisation du travail, mais aussi de l'institutionnalisation du dialogue social, qui éloigne les syndicats du lieu de travail et altère leur action sur les questions de société et de valeurs. La situation est d'autant plus difficile dans les secteurs où le taux de syndicalisation et de couverture collective est particulièrement faible.



Les syndicats réagissent en adoptant une stratégie plus offensive sur le plan national et local. S'appuyant sur de nouveaux services favorisant les échanges intersyndicaux, ils réorganisent et renforcent le travail de formation, de soutien et de conseil des représentants du personnel pour agir directement sur le lieu de travail. Cette stratégie appelle cependant un arbitrage entre les objectifs et les contraintes auxquelles les syndicats font face dans certains secteurs.

Plus de détails sous ce lien:

www.fesparis.org

DÉMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME

LE SYNDICALISME FACE AU POPULISME DE DROITE

Analyse et stratégie des syndicats allemands

SOMMAIRE

INTRODUCTION	2
1 LA SITUATION DANS LES ENTREPRISES	3
1.1 Les listes de conseils d'établissement nationalistes : « ennemis externes » des syndicats	3
1.2 « Populisme de droite interne » chez les syndicats	4
2 LES PROBLÈMES IDENTIFIÉS PAR LES SYNDICATS	6
2.1 Le populisme de droite va à l'encontre de l'identité et des valeurs démocratiques des syndicats	6
2.2 Avec la question sociale, le populisme de droite s'empare d'un thème central des syndicats	6
2.3 Le populisme de droite profite de problèmes résultant de la mutation des syndicats et de l'organisation du dialogue social	7
2.4 Le populisme de droite affaiblit la combativité des syndicats	7
3 MARGES DE MANŒUVRE ET EXPÉRIENCES DES SYNDICATS	8
3.1 Conduite à suivre face aux listes de conseils d'établissement nationalistes : « arrêter de se taire »	8
3.2 Conduite à suivre face à l'incitation à la haine raciale et à l'AfD : « celui qui incite à la haine raciale dégage »	10
3.3 Conduite à suivre face aux adhérents proches de l'extrême droite : « un positionnement clair et une main tendue »	10
4 RÉSUMÉ ET PERSPECTIVES	12

INTRODUCTION

Classé à l'extrême droite pour certains de ses courants internes, le parti populiste de droite *Alternative für Deutschland* (AfD) est une force politique désormais bien installée en Allemagne. Si sa base électorale est relativement large, on continue d'observer dans le parti, en dépit de sa ligne économique libérale, une forte surreprésentation du vote ouvrier. Lors des élections fédérales allemandes de septembre 2021, l'AfD a ainsi recueilli 21 % des voix des ouvriers, contre 10,3% de l'ensemble de l'électorat. Chez les électeurs syndiqués, l'AfD a également enregistré, avec 12,2% des suffrages, un score légèrement supérieur à la moyenne. On sait depuis longtemps que l'appartenance à des syndicats traditionnellement antifascistes n'immunise pas contre les tendances ou les votes antidémocratiques ou en faveur de l'extrême droite. Quelles sont les raisons des succès de la droite populiste parmi les militants syndicaux et les ouvriers syndiqués ? Quelles sont les stratégies employées par les populistes de droite pour s'implanter dans les entreprises ? Quels problèmes en découlent pour les syndicats et quelle conduite adoptent-ils ? Quelles sont les expériences et quelles sont les réponses stratégiques des syndicats dans ce domaine, et quels sont leurs moyens d'action ?

1

LA SITUATION DANS LES ENTREPRISES

1.1 LES LISTES DE CONSEILS D'ETABLISSEMENT NATIONALISTES : « ENNEMIS EXTERNES » DES SYNDICATS

En Allemagne, les populistes de droite tentent d'étendre leur influence dans les entreprises. Parallèlement aux tentatives insignifiantes de l'AfD visant à représenter directement les salariés, un pseudo-syndicat d'extrême droite s'est établi dans l'industrie automobile depuis 2010 sous l'étiquette du *Centre Automobile (Zentrum Automobil: ZA)* dans le land du Bade-Wurtemberg. Il fit entrer ses premiers élus au conseil d'établissement (l'organe allemand de représentation des salariés) de l'usine Daimler de Stuttgart-Untertürkheim. Lors des élections professionnelles de 2018, la liste ZA remporta des mandats partout où elle s'était présentée: en tout 19 mandats dans 7 entreprises, parmi lesquelles on trouve les sites Daimler de Stuttgart-Untertürkheim, Sindelfingen et Rastatt, et sous le nom *IG Beruf und Familie* (IG métier et famille), les usines BMW et Porsche de Leipzig. Quatre ans plus tard, lors des élections professionnelles du printemps 2022, le *Zentrum* (avec ses organisations affiliées) a obtenu moins de 25 sièges de représentants du personnel sur un total de 18000. Si la liste a gagné un siège supplémentaire à Stuttgart-Untertürkheim, elle a, en chiffres absolus, perdu des voix (-11), tandis qu'elle a perdu deux tiers des voix chez Porsche et BMW à Leipzig (land de Saxe). Chez Volkswagen à Zwickau (Saxe), l'*Union des conseils d'établissement libres (Bündnis freier Betriebsräte)*, proche du mouvement des *saxons libres*¹ (*Freie Sachsen*) a réussi à gagner un siège supplémentaire (2 mandats sur 37), mais ce succès est dû uniquement au fait que le seul candidat qui s'était présenté aux élections de 2018 n'avait pas pu faire valoir en sièges les 20% des voix obtenues. En réalité, la liste d'extrême droite a perdu en influence, tandis qu'IG Metall a gagné quatre mandats supplémentaires.

En 2020, l'organisation a changé de nom et s'appelle désormais le *Zentrum*, afin de manifester son ouverture à d'autres branches. Elle est maintenant présente sous le nom du *Zentrum Gesundheit und Soziales (Centre santé et social)* dans les länder du Bade-Wurtemberg, de Saxe, de Saxe-Anhalt et de Thuringe dans des entreprises du secteur

médico-social. C'est l'occasion pour le *Zentrum* de tenter de récupérer le succès d'un mouvement coronasceptique, très hétérogène et en grande partie complotiste, appelé *Querdenker* (et que l'on peut traduire littéralement par « ceux qui pensent différemment »). Ce mouvement a été créé en 2020 pour protester contre les mesures gouvernementales de lutte contre la pandémie de Covid19, par exemple dans le cadre des « cinq minutes de grève de la vaccination » dirigées contre la vaccination obligatoire dans les structures dédiées des entreprises. Le *Zentrum* se veut toutefois discret, insistant sur son caractère inoffensif et sans laisser entrevoir de tendance idéologique d'extrême droite.

Le *Zentrum Automobil (ZA)* a commencé par se présenter comme un syndicat « anti-lutte des classes » avant d'opter finalement pour une stratégie « populiste anti-corporatiste »². Suivant l'exemple de l'AfD et de son discours anti-establishment, le *Zentrum* s'oppose à un prétendu « comanagement » des syndicats du DGB avec les autorités publiques ou patronales, et critique un détournement présumé de cotisations à des fins politiques, tout en faisant preuve d'une grande loyauté envers la direction de l'entreprise. Le *Zentrum* se fait passer pour le « garant »³ des intérêts des ouvriers du secteur industriel. « Le caractère spécifiquement anti-corporatiste de ce populisme réside dans le fait d'insinuer que le management de l'entreprise et les syndicats établis formeraient un bloc uni et corrompu sous couvert de partenariat social »⁴. L'organisation ZA concentre son travail de représentation du personnel sur sa présence dans les unités de production, mais néglige le travail au sein des comités et des commissions du conseil d'établissement⁵. ZA joue les agitateurs en se saisissant de thèmes comme la liberté d'opinion, le travail en intérim, la mobilité électrique, la transition énergétique ou la politique climatique, qu'il interprète comme autant de preuves d'une conspiration fomentée par les syndicats et l'entreprise. Certes, le *Zentrum*, du moins à Stuttgart-Un-

1 Fondés en 2021 et actifs dans le land de Saxe, les « saxons libres » sont un groupuscule constitué de sympathisants d'extrême droite, de neonazis et de fonctionnaires du parti d'extrême droite NPD.

2 Kim, Seongcheol / Greef, Samuel / Schroeder, Wolfgang (2022): *Rechte Akteure im Betrieb. Sechs EU-Länder im Vergleich*, Wiesbaden, Springer VS.

3 Schäfer, Roland / Jahn, Andreas / Potenza, Antonio (2020): « *Strategien rechter Betriebsräte – das Beispiel »Zentrum Automobil«* », dans: Allmendinger, Björn / Howind, Sascha (Hrsg.): *Rechtspopulismus in der Arbeitswelt. Hintergründe, Erscheinungsformen, Handlungsoptionen*, p. 79–87, Hannover, Offizin Verlag.

4 Kim et al., *op. cit.* p. 74.

5 Schäfer et al.: 83; Interview 1.

tertürkheim, ne se présente pas ouvertement comme nationaliste en raison de la composition multiculturelle du personnel, et l'image qu'il entend donner ne le positionne pas clairement à l'extrême droite de l'échiquier politique. Pourtant, il existe quantité de preuves qui attestent des liens étroits entre le *Zentrum*, l'AfD, le journal d'extrême droite *Compact-Magazin*, le mouvement antimusulman PEGIDA ou le mouvement des « coronasceptiques » *Querdenker*. Par ailleurs, le fondateur de ZA, Oliver Hilburger, fut membre du groupe de musique néonazi *Noie Werte*. Lors du dernier congrès fédéral de l'AfD en juin 2022, une clause d'incompatibilité avec le *Zentrum*, voté, étonnamment, en 2021 par l'AfD, a été abrogé avec plus de 60 % des voix à l'initiative de Björn Höcke, le représentant le plus influent du courant d'extrême droite du parti. Par l'intermédiaire des réseaux sociaux, Björn Höcke fait de la publicité pour le *Zentrum* qu'il considère comme une organisation aux avant-postes du combat nationaliste.

1.2 « POPULISME DE DROITE INTERNE » CHEZ LES SYNDICATS

Si les listes nationalistes présentes aux élections professionnelles constituent, comme l'écrit Klaus Dörre, les « ennemis externes » des syndicats, les organisations syndicales font également face à la menace d'un « populisme de droite interne »⁶. Le « populisme de droite interne » désigne aussi bien des travailleurs syndiqués ou les militants syndicalistes actifs dont les opinions penchent à l'extrême droite, que des sympathisants ou des électeurs de l'AfD, qui ne voient aucune contradiction entre leur engagement au sein de l'entreprise et du syndicat et leur vote pour l'AfD ou leur participation à des mouvements d'extrême droite.

En ce qui concerne le niveau d'adhésion aux idées d'extrême droite, les enquêtes de sociologie électorale ne font apparaître aucune différence entre les travailleurs syndiqués et l'ensemble de la population (« thèse du reflet »). L'AfD, le mouvement antimusulman PEGIDA et le mouvement des *Querdenker* sont les manifestations de forces politiques qui, jusqu'à présent, n'existaient pas sous cette forme en République fédérale d'Allemagne. Leur stratégie visant à normaliser de façon efficace des idées d'extrême droite dans le débat public (on pense notamment au rejet du droit d'asile) leur a permis d'enregistrer de grands succès, que ce soit en matière électorale ou en tant que force de mobilisation. Ce qui, depuis des décennies, apparaissait comme un « courant marginal d'une droite populiste »⁷, qui était intégrée au système de partis et d'organisations démocratiques, est désormais devenu aux yeux de tous une force politique autonome et puissante. Cette évolution s'est également traduite par un « changement d'atmosphère »⁸ dans les entreprises : chez

les travailleurs et même parmi des militants syndicaux actifs et les représentants du personnel, on assiste à des prises de paroles et des comportements affichant une adhésion plus assumée et plus franche aux idées d'extrême droite. C'est ainsi que des représentants syndicaux se heurtent parfois au refus d'aborder les thèmes de la nouvelle droite ou de l'immigration lors des assemblées générales du personnel par exemple ; craignant d'envenimer les choses, certains représentants du personnel du même camp leur déconseillent même d'aborder ces thèmes délicats ouvertement. Des représentants du personnel actifs organisent en dehors de leur temps de travail des trajets en bus pour rejoindre les manifestations antimusulmans PEGIDA. Par ailleurs, dans des entreprises du secteur de la sécurité, la possibilité de passer des accords d'entreprise qui bénéficient uniquement au personnel allemand a fait l'objet de discussions. Enfin, en aucun cas la participation à la vie de l'entreprise et la participation à des manifestations comme celles du mouvement coronasceptique *Querdenker* ne sont exclusives l'une de l'autre.

Une série d'études récentes a analysé les raisons du succès du populisme de droite chez les travailleurs syndiqués et les ouvriers⁹. Tout comme les études antérieures, les études récentes expliquent la progression des idées d'extrême droite chez les ouvriers et les travailleurs syndiqués en partie par la profonde transformation du capitalisme, la précarité et l'accroissement des inégalités sociales qui en découlent. Ces études identifient un « terreau professionnel favorable » au populisme de droite, qui prend sa source dans l'aggravation des problèmes au sein de l'entreprise, la pression accrue qui s'exerce sur les travailleurs, l'intensification du travail, la précarisation, le renforcement de la concurrence, la dévaluation des qualifications sous l'effet de changements technologiques rapides, la perte de contrôle et le sentiment de ne plus avoir de prise sur sa propre vie.

On considère qu'il est difficile de favoriser l'établissement d'un contre-pouvoir efficace par le biais de collectifs de personnes censés résister aux pressions du marché globalisé. Les syndicats semblent moins en mesure de jouer leur rôle dans la mesure où « les outils syndicaux traditionnels (...) ne permettent plus d'agir suffisamment sur les processus de déclassement, sur le sentiment de perte de contrôle et sur les phénomènes de peur de l'avenir qui concernent toujours plus de travailleurs »¹⁰. A cela s'ajoutent la défiance envers la politique, un sentiment d'impuissance et de perte d'influence politique, ainsi que des expériences et un sentiment de dévalorisation lorsqu'on est ouvrier ou Allemand de l'est, sans oublier la montée des « opinions antisystème »¹¹. Des forces d'extrême droite et populistes de droite peuvent s'approprier ces problématiques, y apporter une réponse identitaire axée

6 Dörre, Klaus (2020): In der Warteschlange: Arbeiter*innen und die radikale Rechte, Münster, Westfälisches Dampfboot, p. 199.

7 Dörre, Klaus (2016): »Die national-soziale Gefahr. PEGIDA, Neue Rechte und der Verteilungskonflikt – sechs Thesen«, dans: Rehberg, Karl-Siegbert/Kunz, Franziska/Schlinzig, Tino (Hrsg.): PEGIDA: Rechtspopulismus zwischen Fremdenangst und »Wende«-Enttäuschung? Analysen im Überblick, Bielefeld, transcript, p. 259–274.

8 Detje, Richard / Sauer, Dieter (2018): »Betriebliche Zustände – Ein Nährboden des Rechtspopulismus? Eine arbeitsweltliche Spurensuche«, dans: Becker, Karina / Dörre, Klaus / Reif-Spirek, Peter (Hrsg.): Arbeiterbewegung von rechts? Ungleichheit – Verteilungskämpfe – populistische Revolte, Frankfurt a. M., Campus, p. 197–210.

9 Hilmer et al. 2017; Brinkmann et al. 2020; Dörre 2020; Menz/Nies 2019; Dörre et al. 2018; Sauer et al. 2018; Bose et al. 2018.

10 Detje/Sauer 2018, op. cit. p. 206

11 Dörre et al. 2018, op. cit., p. 77.

sur l'idée de performance du travailleur allemand et ainsi « ethniciser » la critique sociale.

Qu'il soit interne ou matérialisé par l'action d'ennemis extérieurs clairement identifiés, le populisme de droite représente un défi majeur pour les syndicats. Or, la conduite à adopter fait encore l'objet d'un débat : s'il n'existe pas de recette miracle, les syndicats disposent désormais d'un éventail de retour d'expériences.

2

LES PROBLÈMES IDENTIFIÉS PAR LES SYNDICATS

2.1 LE POPULISME DE DROITE VA À L'ENCONTRE DE L'IDENTITÉ ET DES VALEURS DÉMOCRATIQUES DES SYNDICATS

Le positionnement clairement antiraciste et antifasciste fait partie de l'ADN du DGB (*Deutscher Gewerkschaftsbund: Confédération allemande des syndicats*) et de ses syndicats : ceux-ci soutiennent des campagnes et des appels à manifester contre les néonazis, le mouvement PEGIDA et l'AfD, organisent de grands événements pour la journée internationale contre le racisme, apportent leur soutien à des initiatives comme celles en soutien des proches des victimes de l'attentat de Hanau¹², encouragent des projets contre les politiques de la droite populiste, réalisent un travail de sensibilisation contre le racisme et les discriminations, publient des brochures avec des arguments dédiés à la lutte contre l'extrême droite, et apportent leur soutien aux réfugiés (et plus encore)¹³. Les statuts de tous les syndicats du DGB stipulent un engagement en faveur d'une société plurielle et démocratique ainsi que la lutte contre toute forme de tendances fascistes. Ces statuts disposent de clauses d'incompatibilité avec « toute personnes ayant, par son comportement, soutenu des mesures contraires à la dignité humaine et des crimes contre l'humanité » (statuts d'IG Metall, §3 al. 6, p.11) et avec tout membre issu d'organisations « ennemies », antisyndicales et antidémocratiques (statuts de ver.di, § 6 al. 2, p. 9). Les statuts d'IG Metall recensent parmi ces organisations « ennemies » plus de dix organisations classées à l'extrême droite, parmi lesquelles le NPD. De plus, le paragraphe 80, alinéa 1, point 7 de la *Loi sur l'organisation des entreprises (Betriebsverfassungsgesetz)* stipule que le représentant du personnel élu au conseil d'établissement a pour mission d'agir contre le racisme au sein de l'entreprise, d'adopter des mesures préventives appropriées et de s'engager en général contre toute forme de discrimination au sein de l'entreprise. En tant qu'« organisations solidaires au sein d'une société qui ne l'est pas », représentant l'ensemble des salariés, indépendamment de leur origine, de leur sexe, de leur handicap,

les syndicats considèrent l'engagement contre l'exclusion, la discrimination, le nationalisme et les attaques ayant pour cible des collègues d'origine immigrés ou qui défendent des positions antifascistes comme faisant partie de leur mission.

2.2 AVEC LA QUESTION SOCIALE, LE POPULISME DE DROITE S'EMPRE D'UN THÈME CENTRAL DES SYNDICATS

Comme cela a déjà été exposé, des acteurs d'extrême droite s'emparent de la critique légitime des inégalités sociales, de la critique du système, du sentiment d'impuissance politique, de la question du maintien des statuts, des inquiétudes liées à l'avenir au vu des hausses de prix, du coût de la vie, du changement climatique ou des transformations socio-économiques. Ce faisant, ces forces ne proposent toutefois que des réponses fondées sur un principe d'exclusion, tournées vers le passé et finalement préjudiciables aux travailleurs. En s'emparant de la question sociale, les acteurs d'extrême droite s'attaquent au « cœur battant » des syndicats¹⁴.

Les nombreuses crises actuelles ainsi que les dernières évolutions politiques et économiques (inflation, hausse des prix, augmentation du coût du gaz, menace de crise économique en raison de l'agression russe en Ukraine) pourraient donner, dans un avenir proche, un élan supplémentaire aux forces d'extrême droite. Compte tenu d'une large mobilisation présente depuis plusieurs années déjà, d'abord contre les réfugiés et la politique d'asile, puis contre les mesures gouvernementales de lutte contre la pandémie de Covid19, il est plus facile pour les acteurs d'extrême droite, avec l'augmentation du coût de la vie et la crise énergétique, de s'emparer d'un nouveau sujet dans le cadre de « manifestations du lundi »¹⁵ hebdomadaires.

¹² Attentat au cours duquel neuf personnes sont tuées et cinq blessées par un terroriste, qui attaque deux bars à chicha dans la ville de Hanau en Allemagne. Les services de sécurité allemands ont établi que les motivations du terroriste avaient un caractère raciste et étaient classées à l'extrême droite.

¹³ Le site internet du DGB en donne un aperçu : <http://www.dgb.de/extra/aktiv-gegen-rechts>

¹⁴ Délégué syndical d'IG Metall, cité d'après Bose 2018, p. 239.

¹⁵ Ce terme est une référence aux « manifestations du lundi » qui ont rassemblé des dizaines de milliers de citoyens d'Allemagne de l'Est en automne 1989. Restées gravées dans l'histoire comme un mouvement de liberté ayant débouché sur la chute du Mur, ces manifestations massives étaient organisées en protestation contre le régime communiste de la RDA et réclamaient une nouvelle ère démocratique et pacifique.

2.3 LE POPULISME DE DROITE PROFITE DE PROBLÈMES RÉSULTANT DE LA MUTATION DES SYNDICATS ET DE L'ORGANISATION DU DIALOGUE SOCIAL

Au cours des années 1990, les syndicats sont davantage passés de « traditionnelles communautés de valeurs » à des organisations modernes de prestation de services. En règle générale, ce sont les augmentations de salaire qui motive l'adhésion ou l'engagement auprès d'un syndicat, mais ce seul motif ne suffit pas à décrire la nature du lien entre adhérent et syndicat. Force est de constater que les objectifs de maintien des sites de production, de négociations dans le cadre d'accords collectifs et de recrutement d'adhérents ont relégué au second plan le travail syndical sur les sujets de société, sur la question de la participation des salariés et sur le dialogue dédié à la consolidation de leurs convictions syndicales et politiques. En raison des restructurations consécutives à des pertes d'adhérents, il est souvent impossible d'accompagner au plus près les salariés de toutes les entreprises. L'attachement relatif aux valeurs ainsi que la distance croissante entre les permanents syndicaux et le personnel permettent aux acteurs d'extrême droite de faire plus facilement valoir leur proximité avec la base. C'est précisément dans les entreprises où les syndicats ne peuvent pas être autant présents en raison du manque de personnel et de ressources, que les forces d'extrême droite en tirent profit. Pour beaucoup de travailleurs syndiqués, il n'y a pas de lien entre politique syndicale et les questions de société. Les syndicats sont considérés comme politiquement neutres et chargés uniquement de l'amélioration des conditions de travail. Selon cette conception, peu de choses seraient finalement incompatibles avec une vision du monde marquée à l'extrême droite.

2.4 LE POPULISME DE DROITE AFFAIBLIT LA COMBATIVITÉ DES SYNDICATS

Se défendre face aux attaques de l'extrême droite constitue une véritable charge pour les bénévoles et les délégués syndicaux. Les faits et gestes d'acteurs nationalistes suscitent parfois un sentiment d'insécurité et de surmenage chez les bénévoles et les représentants syndicaux, tandis que le nécessaire travail d'argumentation, d'information et de sensibilisation requiert une disponibilité supplémentaire ainsi que des ressources financières et personnelles. Toutefois, en particulier dans les zones constituées de nombreuses petites entreprises, où l'on compte très peu de travailleurs syndiqués, ces ressources n'existent pas, si bien que cette charge supplémentaire dépend de l'engagement personnel de chacun des militants.

Les divisions au sein du personnel qu'engendrent ces attaques de l'extrême droite affaiblit également la défense d'intérêts communs, et ce à un moment où le pouvoir des syndicats allemands est déjà affaibli par les mutations du système du dialogue social ainsi que par l'érosion du système des conventions collectives. De plus, un positionnement clair contre le racisme et le populisme de droite peut entraîner

des pertes d'adhérents : par exemple, entre octobre 2015 et mars 2016, environ 200 adhérents ont quitté IG Metall en signe de protestation contre sa participation active à la table ronde du comité No-Pegida à Passau. En 2015/2016, en Saxe, plusieurs centaines de travailleurs syndiqués ont rendu leur carte d'adhérent, pour certains explicitement en raison de la position des syndicats du DGB, qui ont affirmé leur solidarité avec les réfugiés. À certains endroits, en particulier dans l'est de l'Allemagne, où les syndicats sont déjà faibles, ces pertes d'adhérents pourraient aller jusqu'à menacer leur propre existence.

Les syndicats sont donc constamment sous pression : leur capacité à construire un rapport de force favorable est fonction du nombre d'adhérents. Or ils sont aussi des organisations collectives adossées à des valeurs démocratiques, qu'il convient de ne pas jeter par-dessus bord.

3

MARGES DE MANŒUVRE ET EXPÉRIENCES DES SYNDICATS

Depuis l'émergence du mouvement antimusulman PEGIDA, des succès et de l'installation de l'AfD et des acteurs nationalistes au sein des entreprises (situation plutôt inédite pour la République fédérale d'Allemagne), les syndicats font face à de nouveaux défis et tentent d'établir des stratégies pour organiser la riposte. Que ce soit vis-à-vis des acteurs nationalistes au sein de l'entreprise, des sympathisants de l'AfD ou des positions politiques similaires que l'on observe parmi leurs propres adhérents, l'attitude à adopter fait l'objet d'une lutte continue sans qu'il existe de solution miracle.

Des expériences et des stratégies syndicales sont présentées ci-après. Elles ont été rassemblées sur la base de comptes rendus d'expériences, de documents de travail, de décisions votées et d'études ainsi que de quatre interviews d'experts issus du DGB, de IG Metall et de ver.di. A ceci s'ajoutent les enseignements tirés de trois débats publics et internes de ces dernières années :

1. Conduite à suivre face aux listes de conseils d'établissement nationalistes : « arrêter de se taire »
2. Conduite à suivre face à l'incitation à la haine raciale et à l'AfD : « celui qui incite à la haine raciale dégage »
3. Conduite à suivre vis-à-vis d'adhérents proches l'extrême droite : « un positionnement clair et une main tendue »

On se concentrera ici principalement sur le grand syndicat IG Metall et en partie sur ver.di ; on ne pourra pas présenter de façon détaillée les différences entre les syndicats. Dans ce contexte, il faut souligner qu'IG Metall, comptabilisant le plus grand nombre d'adhérents, dispose de bien plus de ressources et de personnel que les bien plus petits NGG (*Gewerkschaft Nahrung-Genuss-Gaststätten* : syndicat de l'alimentation) par exemple. Sur ce point, les témoignages recueillis ne sont pas réellement applicables à l'ensemble du paysage syndical allemand. La structure des branches organisées en syndicats est elle aussi très variable (grandes entreprises industrielles très bien organisées au niveau syndical par opposition aux branches fragmentées des services et de la gastronomie), ce qui a des conséquences concrètes sur l'intensité du travail d'encadrement et donc aussi sur le travail de lutte contre l'extrémisme et le populisme de droite sur le terrain.

3.1 CONDUITE A SUIVRE FACE AUX LISTES DE CONSEILS D'ETABLISSEMENT NATIONALISTES : « ARRÊTER DE SE TAIRE »

IG Metall s'est longtemps montré hésitant dans rapport à la liste *Zentrum* et aux autres listes nationalistes présentes dans les entreprises, pour éviter d'amplifier le problème. Le syndicat craignait que s'attaquer publiquement aux listes nationalistes leur fournirait l'occasion de mettre en scène leur victimisation chaque fois qu'on « mordra à l'hameçon »¹⁶. Pour autant, le responsable syndical d'IG Metall pour le Bade-Wurtemberg, Roman Zitzelsberger, a rappelé qu'« il faut arrêter de se taire » et a revendiqué la nécessité d'apprendre, dans ses propres rangs, comment se comporter face aux listes nationalistes et au populisme de droite¹⁷. Selon un salarié du DGB interrogé, l'expérience a montré qu'une réponse offensive et stratégique était nécessaire, car en l'absence de réponse claire, exception faite des réactions des représentants d'IG Metall intransigeants sur ce point, le *Zentrum Automobil* avait eu presque tout loisir de fourbir ses armes et de se renforcer. Ce n'est qu'après les élections professionnelles de 2018 qu'une réponse de fond a été établie à ce sujet au sein d'IG Metall. Sur décision du Congrès syndical d'octobre 2019, un groupe de travail intersectoriel contre l'extrême droite a été créé à la direction d'IG Metall avec pour objectif de développer une stratégie syndicale globale et d'empêcher les listes nationalistes de gagner les élections professionnelles de 2022. Avant les élections, la problématique des listes nationalistes a été abordée publiquement tandis que les listes IG Metall ont très clairement pris leurs distances avec ces dernières, mettant en avant leurs propres positions et leur programme.

Stratégies au sein de l'entreprise : travail d'information, présence sur le terrain et participation des adhérents

Dans le cadre d'une étude de cas en entreprise menée dans une usine automobile du Bade-Wurtemberg, les chercheurs

¹⁶ Schroeder, Wolfgang / Greef, Samuel / Ten Elsen, Jennifer / Heller, Lukas (2020): *Bedrängte Zivilgesellschaft von rechts. Interventionsversuche und Reaktionsmuster*, OBS-Arbeitsheft 102, Frankfurt a. M., Otto-Brenner-Stiftung, p.38.

¹⁷ *Ibid.*, p.35.

Seongcheol Kim, Samuel Greef et Wolfgang Schröder¹⁸ ont analysé la stratégie d'IG Metall face à la présence de la liste *Zentrum Automobil*. Premièrement, IG Metall a commencé par renforcer et intensifier le travail des délégués syndicaux proactifs afin d'être plus présent dans l'entreprise, en recherchant le contact direct avec les salariés pour pouvoir recueillir leurs sujets de préoccupation. Comme cela a été expliqué plus haut, ZA (*Zentrum Automobil*) se concentre sur sa présence en entreprise et le dialogue direct avec les salariés, ce qui lui permet de se présenter comme un « garant », à la différence d'IG Metall, qui serait prétendument coupé de la base et pactiserait avec le management. Être davantage présent sur le lieu de travail représente un grand défi pour IG Metall, la majorité de ses ressources étant allouées au travail en commissions.

Deuxièmement, en réponse à l'opération massive de communication du *Zentrum Automobil*, IG Metall a développé son propre travail de relations publiques axé essentiellement sur la divergence d'intérêts avec la direction pour démentir l'image, diffusée par ZA, d'une collusion entre le management et le conseil d'établissement. Les militants et les représentants syndicaux ont été soutenus par *l'Association pour le maintien de la démocratie*, qui a été créée en 2020 dans le Bade-Wurtemberg par le DGB, IG BAU et IG Metall. Elle est depuis active dans d'autres länder. Les deux permanents de l'association dans le Bade-Wurtemberg ont trois missions : 1) mettre en place un « système d'alerte précoce » pour IG Metall via l'analyse et la surveillance du travail de relations publiques de ZA ; 2) informer sur ZA et former des acteurs d'IG Metall à l'acquisition de méthodes d'argumentation et de compétences en matière de débats ; 3) assurer une mission de conseil en relations publiques, développer des réponses stratégiques spécifiques à l'entreprise et apporter un soutien aux représentants du personnel dans le contexte particulier de chaque entreprise, en cas de conflits avec ZA. Par exemple, des supports de communication ont été conçus (tels qu'un flyer réfutant, d'un point de vue syndical, toutes les affirmations typiques de ZA, qui a été largement distribué dans les usines avant l'élection du conseil d'établissement). Autre exemple : un soutien a été mis en place pour mener des enquêtes au sein des entreprises.

Les chercheurs Seongcheol Kim, Samuel Greef et Wolfgang Schröder ainsi que le salarié du DGB interrogé soulignent l'importance de pouvoir, par l'intermédiaire de *l'Association pour le maintien de la démocratie*, réagir aux activités de ZA rapidement, sans s'embarrasser de procédures bureaucratiques, tout en s'adaptant à la situation et à l'entreprise concernée. Étant donné que le *Zentrum* est un problème qui concerne l'entreprise, la réponse stratégique ne peut pas se limiter à un renforcement du travail de formation. Il faut également que des mesures concrètes soient prises au niveau de l'entreprise. Selon le salarié du DGB interrogé, il faut par exemple qu'IG Metall, dans le cadre d'une grève d'avertissement, dès le début des négociations salariales, apparaisse comme un syndicat proactif, combatif, rassembleur et qu'il rende tangibles la participation, la reconnaissance et

la solidarité au sein de l'entreprise dans son travail quotidien afin d'opposer une réponse efficace à la démagogie de ZA.

Selon le salarié du DGB interrogé, une forte sensibilité à ce thème s'est développée entre-temps dans les entreprises où ZA est actif. On sait maintenant qu'on a affaire à des réseaux d'extrême droite ; contrairement à autrefois, on ne vote plus pour ZA « principalement par naïveté ou ignorance », mais bien principalement parce qu'on veut voter à l'extrême droite. Pour lui, le fait que ZA, lors des dernières élections professionnelles de StuttgartUntertürkheim en 2022, n'ait remporté qu'un seul mandat alors qu'il en avait obtenu au moins deux aux élections précédentes, est aussi un succès qui découle des dernières stratégies développées dans l'entreprise.

Échange d'expériences intersyndicales

Dans le Bade-Wurtemberg, en plus des deux permanents de *l'Association pour le maintien de la démocratie*, deux personnes supplémentaires font, au niveau du DGB, un travail de surveillance, d'analyse, de conseil et de développement de stratégies, ce qui leur permet d'observer précisément les derniers agissements du *Zentrum* dans les branches de la santé et du social. Chez ver.di aussi, il est prévu de développer des stratégies en se basant sur les expériences d'IG Metall avec le *Zentrum Automobil*. Les deux syndicats sont en contact étroit pour échanger au sujet de leurs expériences.

Dès que des activités du *Zentrum* ou d'autres acteurs nationalistes dans une entreprise ou une branche sont signalées, une réponse stratégique, qui implique une intervention directe, est élaborée en collaboration étroite avec les syndicats compétents. Une première étape peut par exemple consister à informer les salariés sur les activités et la nature du *Zentrum*. À long terme, le but est de renforcer la présence des syndicats en les mettant en capacité d'imposer leur point de vue et de gérer les conflits. Pour ces syndicats, l'objectif est aussi de faire la démonstration qu'il n'y a, du point de vue des salariés, rien à attendre du *Zentrum*. IG Metall a tiré des enseignements similaires de l'expérience acquise dans le cadre de sa grève de 24 heures pour la semaine de 35 heures en Allemagne de l'Est. La relative faiblesse de la liste nationaliste *Freie Betriebsräte* (« les représentants du personnel libres ») et le succès d'IG Metall lors des élections professionnelles de Volkswagen à Zwickau sont avant tout le résultat de la stratégie offensive du syndicat et de son rejet des listes nationalistes. Par ailleurs, sa capacité à mobiliser a joué un grand rôle, par exemple lors de cette grève de 24 h.

Face à la progression du *Zentrum* dans le secteur médico-social, il existe, depuis l'été 2022, un échange d'expériences intersyndical entre *l'Association pour le maintien de la démocratie*, IG Metall, le centre de formation du DGB et ver.di. Le but est de mettre en commun les connaissances et de se soutenir mutuellement dans l'élaboration de réponses stratégiques, en particulier contre le nouveau *Zentrum Gesundheit und Soziales (Zentrum Santé et Social)*.

¹⁸ Kim et al., *op. cit.* p. 80–82.

3.2 CONDUITE A SUIVRE FACE À L'INCITATION À LA HAINE RACIALE ET À L'AFD: « CELUI QUI INCITE À LA HAINE RACIALE DÉGAGE »

Dans une interview donnée au média *Deutschlandfunk* en 2015, le président d'IG Metall Jörg Hofmann (2015) s'est prononcé pour une « tolérance zéro contre le racisme » à travers la formule suivante: « celui qui incite à la haine raciale dégage ». A la suite de cette interview, de nombreux militants d'IG Metall ont rendu leur carte d'adhérent. Ce mot d'ordre renvoie à la question, très polémique ces dernières années, de savoir s'il faudrait exclure des syndicats les personnes qui ne sont pas en accord avec les valeurs du syndicat, ou qui sont adhérents ou membres actifs de l'AfD (cf. p.ex. la discussion sur les amendements allant dans ce sens lors du congrès d'IG Metall 2019). Parmi les syndicats affiliés au DGB, seul l'EVG (syndicat des transports et du rail) a voté une clause d'incompatibilité avec les adhérents de l'AfD. IG Metall a choisi une autre voie: certes, le syndicat exclut catégoriquement toute collaboration avec l'AfD et prévoit que les responsables élus ou membres actifs de l'AfD, tout comme les personnes qui, parce qu'elles diffusent des idées racistes, ne sont pas en accord avec les valeurs d'IG Metall, ne pourront pas exercer un mandat syndical ou siéger dans les conseils d'établissement. Cependant, les adhésions à IG Metall et à l'AfD ne sont pas incompatibles, ce qui a été justifié principalement par l'absence de sécurité juridique. Mais la difficulté de l'applicabilité juridique n'est pas la seule raison qui, pour de nombreux membres actifs d'IG Metall, plaide contre une clause d'incompatibilité: en plus d'un attachement clair aux valeurs démocratiques politiques et sociales et de la nécessité de s'opposer clairement aux discriminations, au racisme et à l'extrême droite, il subsiste un grand désir d'ouverture au dialogue, comme l'illustre tout particulièrement le mot d'ordre « un positionnement clair et une main tendue ».

3.3 CONDUITE A SUIVRE FACE AUX ADHÉRENTS PROCHES DE L'EXTRÊME DROITE: « UN POSITIONNEMENT CLAIR ET UNE MAIN TENDUE »

C'est Hans-Jürgen Urban, membre de la direction d'IG Metall qui a été l'auteur, à l'occasion d'un discours prononcé lors d'un rassemblement en 2018 de l'alliance *#unteilbar*, de cet autre slogan resté dans les mémoires et que nombreux ont fait leur: « un positionnement clair et une main tendue ». Dans la même ligne que Hofmann, Hans-Jürgen Urban a exigé d'IG Metall d'un côté un « positionnement clair » contre tout message raciste ainsi qu'à l'égard des « idéologues, organisateurs et figures de proue des mouvements de l'extrême droite »; d'autre part, une « main tendue » à « tous ceux qui sont relégués aux marges de la société, qui vivent sous la menace quotidienne d'un déclassement social et éprouvent le sentiment d'avoir été trahis »; tout ceci à la condition de lutter en même temps « contre les solutions

réactionnaires et de défendre les solutions qui renforcent la solidarité face aux problèmes sociaux »¹⁹.

« Main tendue » (1): action au sein de l'entreprise et politique sociale

C'est justement parce que, contrairement à beaucoup d'autres organisations politiques, les syndicats ont encore des liens avec les gens dans leur quotidien et dans leur environnement social direct qu'ils assument, selon les partisans de cette position, une mission démocratique liée au combat contre la droite populiste. Grâce à leur accès aux entreprises et à la possibilité de montrer qu'ils sont capables de s'imposer aussi bien dans des conflits concrets au sein de l'entreprise que dans le cadre de la négociation collective, les syndicats, selon la représentante syndicale de ver.di interrogée, jouissent d'une confiance encore relativement grande, dont ils peuvent également se servir dans leur combat contre l'extrême droite et la droite populiste. Dans le cadre du travail en entreprise et de l'expérience accumulée dans le cadre de combats communs au service de l'intérêt collectif, les syndicats ouvrent la voie vers un processus d'identification positive, un sentiment de cohésion et la réalité vécue de rencontres qui, par exemple, transcendent l'origine culturelle ou géographique des salariés. Faire l'expérience, à travers l'engagement au sein de l'entreprise et du syndicat, que l'on est capable de faire bouger les lignes par soi-même est une possibilité également ouverte aux personnes qui ne se sentent pas représentées ou se sentent politiquement impuissantes et qui, inquiètes pour leur statut social, sont potentiellement réceptives aux discours de l'extrême droite. En ce sens, la « politique de la main tendue » renvoie aussi à un renforcement du travail sociopolitique des syndicats, à une ligne résolument combative et à la prise de mesures pour lutter contre l'insécurité sociale ainsi que le morcellement et la précarisation du monde du travail. Ce travail syndical permet la transmission d'une capacité d'agir à travers des initiatives de politique industrielle, la négociation collective et l'engagement pour l'augmentation du revenu citoyen, la construction de logements sociaux, une politique climatique socialement équitable, etc.

Par ailleurs, de nouvelles alliances se constituent afin de présenter une alternative sociale et solidaire: des syndicats, des associations caritatives, ainsi que des organisations politiques comme l'association environnementale BUND, Greenpeace, ATTAC et l'association pour la transparence de la vie politique *Campact* se regroupent sous les slogans « vraiment justes: solidaires malgré la crise ! » ou « Automne solidaire: pour une meilleure protection sociale – accélérer la transition énergétique » afin de surmonter la crise énergétique actuelle de manière juste et durable. Parmi leurs revendications concrètes, on note la mise en place du chèque énergie, la conditionnalité des aides aux entreprises et aux services publics (régies municipales, structures d'accueil pour personnes âgées, jardins d'enfants...) en fonction de critères comme la

¹⁹ IG Metall (2018): discours de Hans-Jürgen Urban à la manifestation *#unteilbar*, https://hans-juergen-urban.de/wp-content/uploads/2018/10/2018_10_13_rede_urban_unteilbar_demo.pdf

garantie de l'emploi ou le respect des conventions collectives, l'instauration d'un moratoire concernant la résiliation de bail pour les locataires ainsi que l'instauration d'une taxe sur les superprofits des grands groupes, d'un impôt sur la fortune et d'une taxation plus importante des grands héritages.

« Main tendue » (2): travail de formation et d'information

Le travail de formation et d'information fait depuis longtemps partie des stratégies importantes de la lutte syndicale contre le populisme de droite. Par le biais de nombreux formations et séminaires, les syndicats agissent sur différents plans :

Pour les représentants d'IG Metall, le syndicat met en place des séminaires destinés à échanger leurs expériences relatives à la conduite à adopter lorsqu'ils font face à des militants nationalistes. Pour les membres actifs et les représentants du personnel, l'information sur le *Zentrum*, du moins dans le Bade-Wurtemberg, fait partie intégrante des séminaires. De plus, comme le rapportent des chargés de formation, des programmes de qualifications et des conseils dédiés sont proposés aux comités des conseils d'établissement dont le fonctionnement, par exemple, peut être affaibli ou perturbé par un incident raciste. C'est ainsi qu'un programme de soutien et de formation a été déclenché suite à « l'appel à l'aide » d'une grande entreprise dans laquelle une assemblée générale avait dû être interrompue après une déclaration anti-migrants et la vive critique de nombreux participants face à la réaction de la présidence de l'assemblée, qu'ils ont présentée comme une « restriction de la liberté d'opinion ». Le programme de qualification proposé, qui a été développé spécialement pour l'entreprise, avait pour but, dans le cadre de consultations entre collègues, de réfléchir à l'incident et à la façon de réagir pour chercher ensemble des solutions visant à revenir à un fonctionnement de nouveau opérationnel.

Des exercices d'argumentation sont aussi proposés pour encourager les militants à prendre la parole contre les discriminations de toutes sortes lors de discussions dans l'entreprise. Un de ces exercices d'argumentation se base par exemple sur le livre « *Démystifier les démagogues* », de Willi Mernyi et Michael Niedermair (2010).

En complément des exercices d'argumentation visant à contrer les positions discriminantes et les stratégies de l'extrême droite, une importance toute particulière est accordée aux positions d'IG Metall afin de renforcer l'attachement des membres actifs à l'organisation. Une chargée de formation en poste depuis des années rapporte que de nombreux responsables syndicaux ne connaissent même plus le positionnement d'IG Metall et les valeurs qui font de lui une organisation solidaire. En conséquence, un nouveau séminaire intitulé « les raisons de notre combat » a été mis en place : il est dédié aux valeurs et au programme d'IG Metall. Le travail de formation syndicale est principalement consacré à l'analyse des questions sociales et économiques afin de pouvoir se défendre efficacement contre les théories complotistes et l'ethnicisation des questions sociales.

En plus des séminaires sociopolitiques, des « séminaires spécialisés » constituent également pour des représentants du personnel une bonne occasion d'aborder les questions de discrimination en s'appuyant sur des exemples de cas concrets issus de la pratique en entreprise ainsi que les mesures à prendre pour lutter contre ce phénomène : parmi les exemples utilisés, on note le thème du darwinisme social dès lors qu'il s'agit de personnes en situation de handicap ou moins performantes dans l'entreprise, ou le thème du racisme en cas de traitement inégal d'un ou d'une candidate immigrée lors d'un entretien d'embauche.

4

RÉSUMÉ ET PERSPECTIVES

Le travail des chercheurs Seongcheol Kim, Samuel Greef et Wolfgang Schröder²⁰ nous a permis d'observer que les réactions des syndicats oscillent jusqu'à maintenant entre trois différentes approches: *la confrontation, la distanciation et l'exclusion*. Quant au travail des syndicats sur le populisme de droite et leurs propres moyens d'action, il se fait dans le cadre de groupes de travail internes, de réunions d'information, de séminaires et de diffusions de fiches d'information. Dès lors que l'accent est mis sur le travail du syndicat et sur ses valeurs propres, comme cela peut être le cas à l'occasion de séminaires, d'appels à l'action, de travaux sociopolitiques ou d'interventions au sein de l'entreprise, l'action du syndicat peut, au besoin, passer par la nécessité de s'opposer de manière frontale. Cette stratégie le conduit à critiquer son adversaire sans détour, sans pour autant s'acharner constamment. L'exclusion n'est utilisée qu'en dernier recours.

Les syndicats combinent stratégies en entreprise, travail de formation, négociation collective et politique sociale. Loin de limiter leur action à un travail d'information sur la nature et les stratégies des acteurs d'extrême droite, ils ont aussi à cœur d'encourager et de renforcer la capacité de leurs militants à lutter contre les acteurs d'extrême droite, de promouvoir leurs propres valeurs et leurs propres convictions syndicales, de renforcer la présence syndicale en entreprise, d'encourager l'implication des adhérents, et une plus forte orientation sociopolitique, par exemple dans le contexte de la crise énergétique actuelle. À travers des revendications sociales concrètes et leur participation à des décisions politiques dans le cadre du « partenariat social », l'action des syndicats pour une meilleure protection sociale des travailleurs leur permet d'attaquer le mal à sa racine dès lors qu'ils agissent sur les raisons qui rendent les individus perméables aux idées d'extrême droite et susceptibles de se rapprocher de l'AfD. Les résultats qu'ils sont susceptibles d'obtenir lors de négociations collectives et au sein de l'entreprise sont autant de gages de crédibilité vis-à-vis des employés. Le fait d'être perçu comme un acteur combatif, capable de d'imposer sa ligne et dont l'influence, dans une situation de crise sociale, permet aux salariés d'améliorer l'efficacité et l'ampleur de leurs actions, de favoriser leur émancipation et de cultiver des identités collectives solidaires, est aussi une manière de préparer le terrain à différents niveaux pour le travail contre le populisme de droite. Enfin, des enquêtes représentatives

récentes démontrent que vivre l'expérience de la codécision, de la solidarité et de la participation au sein de l'entreprise favorise l'adhésion aux opinions démocratiques²¹.

Enfin, les expériences et les stratégies actuelles sont aussi liées à un certain nombre de tensions et de difficultés dont il convient de faire une courte analyse.

Les difficultés des grandes structures syndicales face aux demandes de réponses stratégiques rapides et spécifiques à l'entreprise

L'attentisme et les attermolements de la hiérarchie d'IG Metall quant à l'attitude à adopter face aux listes d'extrême droite au sein des conseil d'établissement, ainsi que les hésitations des représentants syndicaux qui en découlent, sont symptomatiques des difficultés d'une grande structure syndicale établie comme IG Metall. Dans une organisation aussi grande, concevoir une stratégie globale de lutte contre l'extrême droite est un très long processus. Cette approche est à l'opposé d'une réponse stratégique efficace et spécifique qui serait nécessaire dans le cas d'entreprises où ZA est présent. Aussi, il est nécessaire que *l'Association pour le maintien de la démocratie* intervienne dans l'entreprise dès le départ, « indépendamment du rythme des comités et des logiques d'appareil » afin d'être le plus efficace possible.

Les effets ambivalents de la proximité des partenaires sociaux sur la perception des syndicats

L'intégration des représentants du personnel en tant que partenaires sociaux à des décisions relatives à l'entreprise ainsi que la participation du DGB à des accords collectifs ont un effet ambivalent. D'une part, cette intégration permet d'exercer une influence sur la politique de l'entreprise, de l'autre cette situation peut renforcer le sentiment que les membres des conseils d'établissement et les syndicats, et le management, voire le pouvoir politique, sont de mèche et

²⁰ Schröder et al., *op. cit.*, p 40–42.

²¹ Kiess, Johannes / Schmidt, Andre (2020): »Beteiligung, Solidarität und Anerkennung in der Arbeitswelt: Industrial Citizenship zur Stärkung der Demokratie«, dans: Decker, Oliver / Brähler, Elmar (Hrsg.): *Autoritäre Dynamiken. Alte Ressentiments – neue Radikalität*, Leipziger Autoritarismus-Studie 2020, Gießen, Psychosozial-Verlag, p. 119–147. Hövermann, Andreas / Kohlrusch, Bettina / Voss, Dorothea (2021): *Anti-demokratische Einstellungen. Der Einfluss von Arbeit, Digitalisierung und Klimawandel*, Policy Brief, Hans-Böckler-Stiftung.

ne sont pas du côté des salariés, accréditant la rhétorique antisystème des acteurs d'extrême droite. Face à cette situation, le conseil d'établissement et les syndicats doivent faire le grand écart: s'ils doivent pouvoir influencer la politique de l'entreprise, il est aussi nécessaire qu'ils soient identifiés comme une force d'opposition combative face au management et aux intérêts du capital. Pour les syndicats, ce positionnement apparaît comme la seule voie leur permettant d'incarner une alternative à la « critique du système » que l'extrême droite prétend incarner.

Manque de ressources et de personnel

Les syndicats, à des degrés différents, sont confrontés à un manque de ressources et de personnel. Dans les branches comme celles du commerce de détail, des soins pour personnes âgées à domicile ou dans les nombreux petits établissements gastronomiques et les entreprises de l'industrie alimentaire, un bon travail syndical et de suivi dans l'entreprise est impossible dans la mesure où ces secteurs souffrent souvent d'un degré de syndicalisation peu élevé (Interview 4). Dans ce contexte, il est d'autant plus difficile d'identifier la présence d'idées ou de forces liées au populisme de droite dans les entreprises et de prendre les mesures nécessaires. La surveillance des activités des acteurs d'extrême droite, opérée à l'échelle du DBG, dans une démarche proactive à l'intention des syndicats, peut y remédier.

Compte tenu du grand nombre de défis auxquels sont soumis les syndicats (on pense notamment à la nécessité de recruter de nouveaux adhérents ou à la gestion de la transition socio-économique), les ressources à disposition font l'objet d'une forte concurrence entre les différents domaines d'action. Bien que les responsables syndicaux aient conscience de l'importance du travail de la lutte contre l'extrême droite, ce champ d'action est soumis à une course budgétaire avec les missions relatives aux questions de la politique sociale. Ce problème s'illustre par exemple dans le domaine de la formation, qui prévoit relativement peu de journées pour les séminaires sociopolitiques.

Le « positionnement clair » pas toujours en ligne avec l'opinion des adhérents

Que ce soit au sein de l'entreprise ou vis-à-vis des adhérents, le débat interne sur le degré d'opposition adéquat face au populisme de droite renvoie à un dilemme: les syndicats allemands tirent leur légitimité et leur force du nombre de leurs adhérents et ne peuvent donc construire un rapport de force favorable qu'à la condition que ce nombre soit suffisant. Or, ils sont particulièrement vulnérables dans les situations où leur opposition frontale à l'AFD et au mouvement des *Querdenker*, ou leur position intransigeante sur les questions de racisme, sont susceptibles de provoquer le départ de certains de leurs adhérents. Cette situation est particulièrement dangereuse dans les régions où les adhérents sont déjà peu nombreux et où les idées d'extrême droite deviennent hégémoniques. Ce dilemme appelle donc une adaptation de leur stratégie aux conditions spécifiques locales: les syndicats ne pourraient pas s'implanter dans certaines entreprises de plusieurs régions de l'est de l'Allemagne s'ils excluaient d'emblée de coopérer avec des salariés et des représentants du personnel dont les opinions sont classées à l'extrême droite. Dans ce contexte, la limite absolue reste toutefois la même: les syndicats ne sauraient transiger sur leurs valeurs de solidarité, d'émancipation, de démocratie et d'égalité.

Autres publications de la FES Paris à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html> :

Proust, Sarah

Travailler autrement ?

Comment la pandémie a changé les organisations du travail en Europe
Paris, 2023

Weiß, Simon ; Katsioulis, Christos ; Dienes, Alexandra

La peur de la bombe

Résultats d'une enquête d'opinion menée en Allemagne, en France, en Lettonie et en Pologne
Paris, 2023

Bristielle, Antoine ; Jungar, Ann-Cathrine ; Miklin, Eric ; Mínguez, Aurora ; Robert, Max-Valentin ; Salo, Sanna ; Schroeder, Wolfgang

L'extrême droite au sein des parlements européens

Paris, 2023

Schroeder, Wolfgang

L' AFD en Allemagne

Présence parlementaire et contre-attaques démocratiques
Paris, 2022

Klingbeil, Lars

La nouvelle politique étrangère allemande

Une perspective sociale-démocrate
Paris, novembre 2022

Fondation Friedrich-Ebert

L'opinion mondiale et la guerre en Ukraine

Une enquête de la FES
Paris, octobre 2022

Moch, Frederik

Les « conseils de transformation » allemands

Un nouvel instrument de la transition sociale-écologique
Paris, octobre 2022

Schläger, Catrina

La politique étrangère allemande

Quelle évolution de l'opinion depuis la guerre en Ukraine ?
Paris, septembre 2022

Clavaud, Amandine

La crise sanitaire en France

Les droits des femmes mis à l'épreuve
Paris, 2022

Wixforth, Susanne ; Botsch, Andreas

Autonomie stratégique pour une Europe sociale et souveraine

Bonn, 2022

Miersch, Matthias

Le « tournant historique » de l'Allemagne

Entretien avec Matthias Miersch
Paris, juin 2022

Mützenich, Rolf

L'Allemagne et le «Zeitenwende»

Entre permanence et changement
Paris, juin 2022

Fondation Friedrich-Ebert

Security Radar 2022

Synthèse
Paris, 2022

Samuel Greef, Alain Olive, Johan Sjölander, Emanuele Toscano

L'extrême droite européenne contre les travailleurs

Un dialogue social menacé
Paris, 2022

Grabosch, Robert

La loi allemande sur le devoir de vigilance

L'Allemagne pose de nouveaux jalons pour la protection des droits humains
Bonn, janvier 2022

Schmid, Nils

Afficher notre unité

La politique étrangère du SPD face aux nouveaux défis internationaux
Paris, décembre 2021

Borucki, Isabelle

La politique en voie de digitalisation ?

Expériences et défis des partis politiques allemands face au numérique
Paris, décembre 2021

Rohde, Jan Philipp

La transformation sociale-écologique en Allemagne

Propositions des syndicats allemands
Paris, décembre 2021

Saxer, Marc

Plaidoyer pour une « transformation réaliste »

La stratégie de la social-démocratie allemande
Paris, novembre 2021

Bläsius, Julia

Quel bilan faire de la campagne ?

Les élections fédérales en Allemagne
Paris, octobre 2021

À PROPOS DE L'AUTRICE

Sophie Bose est sociologue et chercheuse à l'Institut Else-Frenkel-Brunswik pour la recherche sur la démocratie, à l'Université de Leipzig. Ses thèmes de recherche sont la sociologie du travail, les syndicats, la démocratie sociale, les mutations structurelles et les bouleversements sociaux en Allemagne de l'Est.

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie: la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante. La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne. Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

IMPRESSION

Friedrich-Ebert-Stiftung Paris
41 bis, bd. de la Tour-Maubourg | 75007 Paris | France

www.fesparis.org

Contact:

fes@fesparis.org

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.

Les publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung ne doivent pas être utilisées à des fins de propagande électorale.

